



Service national universel : ni obligation, ni généralisation, arrêtons son expérimentation !

La généralisation du Service national universel a fait l'objet de plusieurs articles de presse. Le Collectif Non au SNU, qui mène campagne depuis près de cinq ans contre ce projet, se félicite que l'information sur ses méfaits circule enfin dans des médias.

La plateforme unitaire rassemble de nombreuses organisations syndicales, associatives, partidaires, culturelles, des collectifs locaux ; elle rappelle ce qu'est le Service national universel

Le Service national universel que le gouvernement veut rendre obligatoire pour les jeunes de 16 ans

Une opération de soumission de la jeunesse : il s'agit d'inculquer un esprit d'obéissance aux règles, un respect absolu des normes... Règles et normes qui, pour la plupart, ne visent qu'à perpétuer les inégalités et injustices inhérentes à l'organisation actuelle de la société. Cette volonté de soumission passe aussi par un contrôle renforcé, notamment à travers la mise en fiches de tous les jeunes de 16 à 25 ans ; on sait comment ce genre de fichier peut être utilisé ! Volonté de soumission, enfin, car elle ne reconnaît comme « engagement » des jeunes que les dispositifs étatiques.

La remise en cause des droits des travailleurs et travailleuses : les jeunes du SNU seront utilisés pour remplacer des emplois aujourd'hui occupés par des employé·es qui ont un salaire, une convention collective ou un statut, la possibilité de s'organiser syndicalement, des droits individuels et collectifs. Avec le SNU, chaque année, 800 000 jeunes seront exploité·es, sans aucun de ces droits, pour

des durées variables ; ils et elles seront très vivement encouragé·es à poursuivre leur « engagement volontaire » par un service civique, dans les mêmes conditions de précarité.

Des dépenses considérables : 6 milliards €/an¹, selon un rapport sénatorial de 2017. Ces milliards seraient bien plus utiles pour le service public de l'Éducation, qu'aux mains des militaires !

Le renforcement de la militarisation. Encadrement militaire, levée du drapeau, chant guerrier, uniforme, parcours du combattant, raid commando, etc. contribueront à l'endoctrinement des jeunes. La propagande visera à banaliser encore plus le rôle de l'armée, alors que celle-ci est en pointe dans la répression, sur le territoire français, dans les colonies et diverses régions du monde. Sans surprise, il n'est nullement question dans le programme de pacifisme, de non-violence, ni de remise en cause du rôle de l'armée.

¹ Le gouvernement parle aujourd'hui de 2 milliards. C'est toujours énormément d'argent gaspillé !

Le gouvernement a peur des jeunes !

Il prévoit la généralisation du Service national universel, en le **systématisant à tous les jeunes des classes de Seconde ou de Première CAP et en prenant sur le temps scolaire**. Le gouvernement refuse de prononcer le mot mais cette « généralisation » serait bien une obligation ! Le président de la République avait prévu d'annoncer début

Militarisation de la jeunesse pour renforcer la militarisation de la société

Depuis l'été dernier, le SNU est passé sous le contrôle conjoint du ministère de l'Éducation nationale et celui des Armées. Le 20 décembre 2022, le président déclarait : « *je sais pouvoir compter sur les militaires et les anciens militaires pour faire face au défi de renforcer les forces morales de la nation, en particulier de la jeunesse.* »

Mais de quelles « forces morales » parle-t-on lorsqu'on en charge « les militaires et les anciens militaires » : Le colonialisme que l'armée française défendit ardemment durant des années, à travers le monde, par les occupations militaires, les viols, la torture ? Ce colonialisme que l'armée est toujours chargée de protéger en Afrique et aussi aux Antilles ou en Kanaky par exemple ? Mais peut-être que ces « forces morales » des anciens militaires sont l'aide aux coups d'état fascistes, comme ce fut le cas en Amérique latine naguère ? À moins qu'il ne s'agisse de l'obéissance à l'ordre établi, de l'ab-

janvier le caractère obligatoire du SNU ; puis ce fut février, puis mars, maintenant en avril et juin... La raison ? Sa **Crainte de la mobilisation massive de la jeunesse**, alors que celle-ci s'inscrit déjà dans le mouvement social d'ampleur qui s'oppose à la contre-réforme détruisant nos droits relatifs à la retraite !

sence de libertés démocratiques, du respect stupide des hiérarchies, qui sont parmi les caractéristiques de l'armée ? Mêler la morale et l'armée, école du crime relève de l'ineptie !

Derrière les propos et projets présidentiels, c'est une sévère reprise en mains de la jeunesse qui s'organise ; Le SNU en est un des outils. Nous refusons cette politique militariste et réactionnaire. Le personnel de l'Éducation nationale ou de Jeunesse et Sports ne sera pas complice !

Uniforme, réveil, 6 h 30, lever du drapeau, Marseillaise « *donnent un cadre à chaque journée* » expliquait le ministère dans sa note brièvement rendue publique en décembre, avant d'être rapidement retirée du site gouvernemental. Le titre de cette note, que notre Collectif Non au SNU évoquait dans un communiqué du 11 décembre ? « **Foire aux questions Post annonce SNU obligatoire** » ! On comprend mieux sa rapide disparition.

Le gouvernement nous dit : Il faut que les jeunes s'engagent.

Mais c'est déjà le cas !

Ils et elles s'engagent pour lutter contre le racisme, pour que cesse la destruction de la terre, pour défendre leur droit à étudier, pour le partage des richesses, pour le droit au logement, pour l'égalité des droits et contre les discriminations, etc.

Ce n'est pas à l'État de les forcer à s'engager !

Non au SNU ! Abrogation du SNU !

Campagne unitaire contre le SNU : Union pacifiste, Union syndicale Solidaires, ASSO-Solidaires, Solidaires Lycéen·nes région parisienne, Fédération Solidaires Étudiant·e·s, Fédération SUD éducation, SUNDEP Solidaires Sud Enseignement privé, Solidaires Jeunesse et Sports, Fédération SUD Collectivités territoriales, Fédération Éducation de la Confédération Nationale du Travail, CNT Santé, Éducation, Social et Territoriale de Lorraine, Syndicat unifié du bâtiment de la région parisienne de la Confédération Nationale du Travail, Fédération éducation/recherche de la CNT-SO, Émancipation tendance intersyndicale, Les Jeunesses Syndicalistes, Mouvement National Lycéen, Fédération Indépendante et Démocratique Lycéenne, Fédération nationale de la Libre Pensée, Droits Devant !!, Ni guerres ni état de guerre, Causes communes, Anciens Appelés en Algérie et leurs Ami(e)s Contre la Guerre, Réseau des Centres de Recherche, d'Étude et de Formation à l'Animation et au Développement, Mouvement de la paix, ATTAC-France, Stop Fuelling War, Abolition des Armes Nucléaires – Maison de Vigilance, Mouvement de l'Objection de Conscience Nancy, GRATLIB, Queer Education, Fédération Nationale Laïque des Amis des Monuments Pacifistes, Mouvement pour une Alternative Non-violente, Unjourlapaix, Parti Communiste des Ouvriers de France, Europe Écologie – Les Verts, Fédération Anarchiste, Union Communiste Libertaire, L'insurgé, Les Jeunes écologistes, Union des Jeunes Révolutionnaires, Union Proletarienne ML, Unité Communiste de Lyon, Groupe libertaire Jules Durand, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Mouvement Résilience, Alternatives et autogestion, Cercle 49, Radio-Libertaire, Revue Silence, Cerises la coopérative, Questions de classes, L'Allume-Feu, Arc en ciel théâtre réseau coopératif. *Collectifs locaux unitaires Non au SNU Loire-Atlantique, Lyon, Bordeaux, Angoulême, Nancy, Chambéry, Hérault, Vendée, Limousin...*

Pour rejoindre le collectif : nonsnu@lists.riseup.net